L'Assemblée Nationale examine actuellement le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme. Hier soir en séance publique, Hervé Féron est intervenu sur l'article 1er qui prévoit la possibilité d'interdire à un ressortissant français de sortir du territoire quand il existe des risques et des doutes sérieux quant à sa participation à des activités terroristes.

Cette restriction existe déjà pour les mineurs depuis quelques mois. Le bien-fondé du recours à cette mesure en dernier ressort n'est pas contesté mais Hervé Féron a tenu à insister sur la nécessité d'améliorer la pédagogie et l'accompagnement des jeunes touchés par l'exclusion en renforçant les services de proximité comme Pôle Emploi, les services sociaux et le système éducatif.

[Intervention d'Hervé Féron en séance publique...](#) par [herveferon](#)